

# Profil pays 2024 – Côte d’Ivoire

## Partie 1. Informations générales

### 1. Informations sur le pays

	Nom complet du pays	République de Côte d’Ivoire
	Capitale du pays	Yamoussoukro
	Langue(s) officielle(s)	Français
	Ports Principaux	Port Autonome d’Abidjan Port Autonome de San Pedro
	Littoral (km)	566 km

## 2. Points de contact

### *Point focal GI WACAF*

<b>Nom</b>	EBA MIAN GERMAIN
<b>Ministère/ Département / Agence</b>	Centre Ivoirien Antipollution (CIAPOL)
<b>Poste occupé</b>	Sous-Directeur De La Compagnie d'Intervention Contre Les Pollutions Du Milieu Marin Et Lagunaire (CIPOMAR)
<b>Adresse</b>	04 BPV 541 ABIDJAN 04
<b>Téléphone</b>	(+225) 27 20 22 54 44
<b>Mobile</b>	(+225) 07 08 73 73 33
<b>Courriel</b>	<a href="mailto:germain.eba@ciapol.ci">germain.eba@ciapol.ci</a> <a href="mailto:ebamiangermain@yahoo.fr">ebamiangermain@yahoo.fr</a>

### *Point focal OMI*

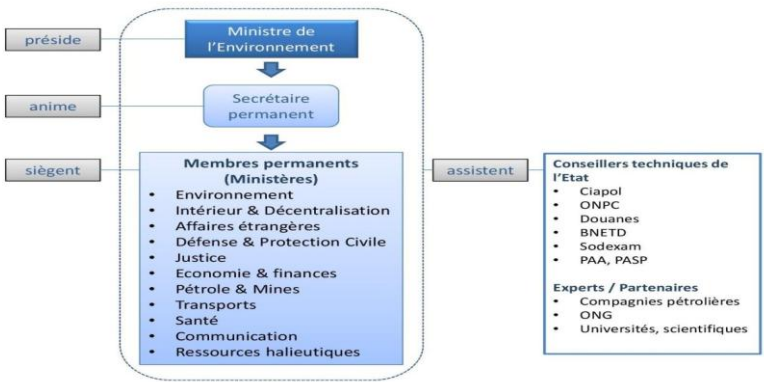
<b>Nom</b>	
<b>Ministère/ Département / Agence</b>	
<b>Poste occupé</b>	
<b>Adresse</b>	
<b>Téléphone</b>	
<b>Mobile</b>	
<b>Courriel</b>	

*Délégués nationaux participant à l'élaboration de ce document*

Nom	Fonction	Organisation	Pays	Email	Numéro de téléphone

### 3. Industrie

Industries présentes dans le pays	
<b>Quels partenaires industriels du secteur <i>Oil &amp; Gas</i> sont présents et opèrent dans votre pays?</b>	TOTAL EP CI, FOXTROT INTERNATIONAL, CNR INTERNATIONAL, SOCIÉTÉ IVOIRIENNE DE RAFFINAGE (SIR) - PUMA ENERGY, PETROCI HOLDING, PETROCI CI11, GESTOCI, ENI CI Ltd, TULLOW CI Ltd
Coopération avec l'industrie	
<b>Existe-t-il un groupe de travail/une plateforme qui regroupe le gouvernement et les industriels sur les questions liées à la préparation à la lutte et la lutte ? Si oui quel est son nom?</b>	Oui, le Comité Interministériel de Lutte contre les pollutions en mer, en lagune et en milieu littoral (CIL) qui est assisté en cas de besoin le secteur industriel comme l'indique l'image ci-dessous:

	 <p>Le diagramme illustre la structure du Plan Pollumar. Au sommet se trouve le 'Ministre de l'Environnement', qui préside et anime le processus. En dessous se trouve le 'Secrétaire permanent'. À gauche, des boîtes indiquent les rôles 'préside', 'anime' et 'siège' attribués au ministre et au secrétaire. Au centre, une liste de 'Membres permanents (Ministères)' est présentée, incluant : Environnement, Intérieur &amp; Décentralisation, Affaires étrangères, Défense &amp; Protection Civile, Justice, Economie &amp; finances, Pétrole &amp; Mines, Transports, Santé, Communication, et Ressources halieutiques. À droite, une section 'assistent' comprend les 'Conseillers techniques de l'Etat' (Ciapol, ONPC, Douanes, BNED, Sodexam, PAA, PASP) et les 'Experts / Partenaires' (Compagnies pétrolières, ONG, Universités, scientifiques).</p>
<b>Y a-t-il une mise en commun des ressources humaines et matérielles lors des exercices et/ou formations entre industrie et gouvernement ?</b>	Oui, il existe une base de données de l'inventaire national des moyens humains et matériels de lutte antipollution du gouvernement et des industries. L'ensemble des parties prenantes participe aux exercices annuels suivant le plan d'urgence (Plan Pollumar) ainsi qu'aux formations
<b>Merci de préciser tout autre aspect pertinent de coopération entre industrie et gouvernement</b>	Participation des pétroliers à la veille environnementale et à la lutte contre la pollution; Mise en place d'un système d'alerte en cas de pollutions accidentelles en mer, en lagune et dans les zones côtières; Soutiens logistiques des entreprises pétrolières lors des exercices de test du plan POLLUMAR et en cas de pollution avérée

## Partie 2. Mise à jour du Profil Pays et identification du niveau de préparation et des actions prioritaires

## 1. Désignation de l'/des autorité(s) responsables(s)

Autorités nationales compétentes chargées de la préparation et de la lutte en cas de déversement d'hydrocarbures	
<i>Lutte en mer</i>	
Ministère/Département/Agence	Ministère de l'environnement, du développement durable et de la transition écologique
Point de contact en charge des questions de lutte en mer	Centre Ivoirien Antipollution (CIAPOL)
Adresse	04 BPV 541 Abidjan 04
Téléphone	(+225) 27 20 22 54 44
Mobile	(+225) 07 08 73 73 33 / 05 54 14 00 00 / 07 07 53 02 60
Courriel	<a href="mailto:germain.eba@ciapol.ci">germain.eba@ciapol.ci</a> <a href="mailto:ebamiangermain@yahoo.fr">ebamiangermain@yahoo.fr</a> <a href="mailto:ossey.yapo@ciapol.ci">ossey.yapo@ciapol.ci</a> <a href="mailto:yapossey@gmail.com">yapossey@gmail.com</a>
<i>Lutte en milieu littoral</i>	
Ministère/Département/Agence	Ministère de l'environnement, du développement durable et de la transition écologique
Point de contact en charge de la lutte en milieu littoral	Centre Ivoirien Antipollution (CIAPOL)
Adresse	04 BPV 541 Abidjan 04
Téléphone	(+225) 27 20 22 54 44
Mobile	(+225) 07 08 73 73 33 / 05 54 14 00 00 / 07 07 53 02 60

Courriel	<a href="mailto:germain.eba@ciapol.ci">germain.eba@ciapol.ci</a> <a href="mailto:ebamiangermain@yahoo.fr">ebamiangermain@yahoo.fr</a> <a href="mailto:ossey.yapo@ciapol.ci">ossey.yapo@ciapol.ci</a> <a href="mailto:yapossey@gmail.com">yapossey@gmail.com</a>
<b>Autorité(s) en charge de la mise en œuvre des conventions de l'OMI</b>	
Ministère/Département/Agence	
Point de contact	
Adresse	
Téléphone	
Mobile	
Courriel	

## 2. Ratification des conventions internationales et législation nationale

Ratification des conventions internationales de l'OMI (relatives à la prévention, la préparation et à la lutte en cas de déversement d'hydrocarbures et au régime de responsabilité civile et d'indemnisation) et transposition dans la législation nationale				
	État d'avancement de la ratification	Législation portant application de la Convention en droit national	État d'avancement de l'application	Observations / actions concrètes à prendre
Prévention				
<b>MARPOL 73-78</b>	05/10/1987	Loi n° 2023-900 du 23 novembre 2023 portant Code de l'Environnement  Loi n°2023-902 du 23 novembre 2023 portant code de l'eau	Décret n° 97- 678 du 3 décembre 1997 portant protection de l'Environnement marin et lagunaire contre la pollution	Accélérer l'adoption des projets de textes en cours pour le Renforcement de la transposition de la convention MARPOL

		<p>Loi n°96-669 du 29 août 1996 portant code pétrolier</p> <p>Loi n°88-651 du 7 juillet 1998 portant protection de la santé publique et de l'environnement contre les effets des déchets industriels toxiques et nucléaires et des substances nocives</p> <p>Loi n°378 du 02 juin 2017 relative à l'aménagement, à la protection et à la gestion intégrée du littoral ivoirien</p> <p>Loi n° 2016- 886 du 8 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire</p> <p>Loi n°2017-442 portant Code Maritime</p>		
Préparation et lutte				

<b>OPRC 90</b>	08/07/2013	<p>Loi n° 2023-900 du 23 novembre 2023 portant Code de l'Environnement</p> <p>Loi n°2023-902 du 23 novembre 2023 portant code de l'eau</p> <p>Loi n°2017-442 portant Code Maritime</p>	Décret n°98-42 du 28 janvier 1998 portant organisation d'un plan d'urgence de lutte contre les pollutions accidentelles en mer, en lagune et dans les zones côtières.	<p>Procéder à la révision et la mise à jour le PNIU</p> <p>Accélérer l'adoption des projets de textes en cours pour le Renforcement de la transposition de la convention OPRC</p>
<b>Protocole OPRC-HNS</b>	08/07/2013	<p>Loi n° 2023-900 du 23 novembre 2023 portant Code de l'Environnement</p> <p>Loi n°2023-902 du 23 novembre 2023 portant code de l'eau</p> <p>Loi n°2017-442 portant Code Maritime</p>	Décret n°98-42 du 28 janvier 1998 portant organisation d'un plan d'urgence de lutte contre les pollutions accidentelles en mer, en lagune et dans les zones côtières.	Accélérer l'adoption des projets de textes en cours pour le Renforcement de la transposition de la convention OPRC-HNS
<b>Responsabilité et indemnisation</b>				
<b>CLC 69</b>	21/06/1973	<p>Loi n° 2023-900 du 23 novembre 2023 portant Code de l'Environnement</p> <p>Loi n°2023-902 du 23 novembre 2023 portant code</p>		Accélérer l'adoption des projets de textes en cours pour le Renforcement de la transposition de la convention CLC 69



		de l'eau  Loi n°2017-442 portant Code Maritime		
<b>CLC 92</b>	27/06/1973	Loi n° 2023-900 du 23 novembre 2023 portant Code de l'Environnement  Loi n°2023-902 du 23 novembre 2023 portant code de l'eau  Loi n°2017-442 portant Code Maritime		Accélérer l'adoption des projets de textes en cours pour le Renforcement de la transposition de la convention CLC 92
<b>Fonds de 92</b>	27/06/1973	Loi n° 2023-900 du 23 novembre 2023 portant Code de l'Environnement  Loi n°2023-902 du 23 novembre 2023 portant code de l'eau  Loi n°2017-442 portant Code Maritime		Accélérer l'adoption des projets de textes en cours pour le Renforcement de la transposition de la convention Fonds 92
<b>Fonds suppl. (2003)</b>				

<b>Hydrocarbures de soute (Bunker 2001)</b>	08/07/2013	Loi n° 2023-900 du 23 novembre 2023 portant Code de l'Environnement  Loi n°2023-902 du 23 novembre 2023 portant code de l'eau  Loi n°2017-442 portant Code Maritime		Accélérer l'adoption des projets de textes en cours pour le Renforcement de la transposition de la convention BUNKER 2001
<b>LLMC 76</b>				
<b>LLMC 96</b>				
<b>HNS 2010</b>				

Législation nationale				
<b>Politiques maritimes et cadre réglementaire</b>	Existe-t-il des politiques ou stratégies maritimes ? Quel organisme en est responsable ?	Il existe une stratégie nationale de l'action de l'Etat en mer adaptée en conseil des ministres, le 05 novembre 2014. Cette stratégie est mise en oeuvre par le secretariat permanent du comité interministériel de l'action de l'Etat en mer (SEPSIM-AEM), sous la présidence du Premier Ministre. Ce secretariat a été créé par décret n°2016-52 du 10 février 2016		
<b>Ratification des conventions de l'OMI</b>	Quels sont les principaux challenges/obstacles rencontrés lors du processus de ratification?	Absence de coordination	oui	
		Absence de priorité	oui	
		Absence de compétences juridiques	si	
		Absence de compétences techniques	si	

		Absence de ressources financières	oui
<b>Application des conventions de l'OMI</b>	Quelle est la procédure d'application en droit national des conventions de l'OMI relatives à la sécurité, à la pollution des mers et à la responsabilité et à l'indemnisation ?	Projet de procedure disponible et reste à être validé	
<b>Application de :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Convention de 1992 portant création du Fonds</li> <li>• Protocole portant création du Fonds supplémentaire</li> </ul>	La loi d'application identifie-t-elle l'autorité nationale en charge de la soumission des rapports sur les hydrocarbures ?	Oui, cela est prise en compte dans le Projet de procedure disponible enc ours de validation	

## *II. Plan national d'intervention d'urgence*

## 1. Elaboration du plan national d'intervention d'urgence (PNIU)

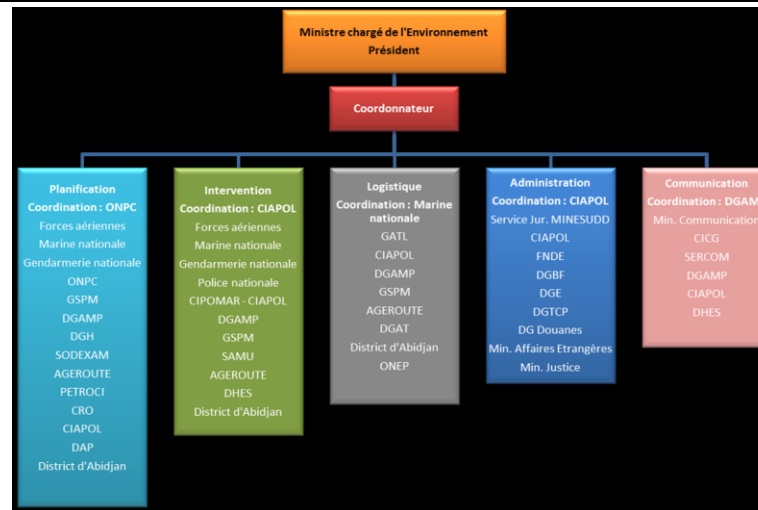
Le document	
Nom du PNIU	Plan national d'urgence de lutte contre les pollutions accidentelles en mer, en lagune et dans les zones côtières (plan POLLUMAR)
Statut du PNIU	Projet d'arrêté portant application du plan national d'urgence de lutte contre les pollutions accidentelles, dénommé, « plan POLLUMAR » et Projet de revision du décret n°98-42 du 28 janvier 1998 instituant le PNIU En cours de validation
Acte administratif d'approbation initial - Numéro et date	En cours de validation
Date de dernière mise à jour approuvée	Août 2016
Comité / Groupe de travail en charge de la question	Comité Interministériel de Lutte contre les pollutions en mer, en lagune et en milieu littoral (CIL)
Testé ? Date et commentaires principaux	Testé au cours des exercices annuels
Quelle est la procédure de mise à jour du PNIU ? Le PNIU mis à jour doit-il être officialisé par un acte administratif (ex : décret, arrêté...) pour être applicable ?	Le PNIU est révisé selon le cas suivant une fréquence annuelle, triennale et quinquennale. Certaines modifications peuvent nécessiter l'adoption d'un acte administrative. La procédure de mise à jour du PNIU est disponible

## 2. Coordination, procédures de notification et organisation de la lutte

### Organisation de la lutte

<b>Est-ce qu'une approche reprenant les concepts du Système de Gestion de Crise (<i>Incident Management System</i> – IMS en anglais) est utilisée dans le PNIU?</b>	Oui, le PNIU suit l'approche IMS
<b>Est-ce que chaque rôle défini est associé à une personne/fonction ?</b>	Oui, à une personne morale (administration publique ou privés, structure pétrolière)
<b>Les coordonnées des personnes identifiées sont-elles rassemblées dans une annexe?</b>	Oui, un annuaire d'urgence existe
<b>Est-ce que le PNIU prend en compte les différents niveaux de préparation (Tiers 1, 2, 3)?</b>	<p>Oui, il existe trois niveau d'intervention:</p> <p><u>Niveau 1</u> : correspond à un déversement de faible ampleur de 1 à 10 tonnes affectant une zone limitée, qui peut être géré localement. Le plan POLLUMAR n'est pas déclenché et la pré-alerte des membres du CIL est levée</p> <p><u>Niveau 2</u> : correspond à un déversement de moyenne ampleur de 10 à 100 tonnes affectant une zone plus étendue qui peut être géré au niveau préfectoral ou national. Le plan POLLUMAR est déclenché et le Comité de crise se met en place et coordonne les activités</p> <p><u>Niveau 3</u> : correspond à un déversement majeur supérieur à 100 tonnes. Le plan est déclenché, le Comité de crise se met en place et coordonne les activités avec l'aide internationale.</p>

Organigramme:



### Procédures de notification et de rapport

**Les procédures d’alerte, de notification et de suivi (rapports, etc.) sont bien identifiées, incluant un formulaire ainsi qu’une liste de contacts à jour?**

Oui, une procédure existe prenant en compte une liste de contact à jour ainsi que un formulaire de notification

Cette procédure se declina comme suit:

☐ Pollution en mer ou en lagunaire :

Le « Maritime Rescue Sub-coordination Center (MRSC) » de la DGAMP :

- Reçoit le message d’alerte émis par l’entité pollueur ou le témoin,
- Collecte des informations sur l’incident et les transmet au CIAPOL / CIPOMAR à partir des numéros d’urgence (+225) 05 54 14 00 00 / 07 08 73 73 33 / 27 20 22 54 44 et d’un formulaire de notification

☐ Pollution en zones portuaire ou côtière :

Le CIAPOL / CIPOMAR :

- Reçoit le message d’alerte émis par le port, l’industriel ou tout autre opérateur économique,

	➤ Collecte des informations sur l'incident à partir des numéros d'urgence (+225) 05 54 14 00 00 / 07 08 73 73 33 / 27 20 22 54 44 et d'un formulaire de notification ;
<b>Est-ce que le PNIU peut être activé en cas de déversement d'hydrocarbures par une source autre qu'un navire (ex: plateforme offshore, pipeline, etc.)?</b>	Oui, le PNIU est activé en cas de déversement d'hydrocarbures par une source autre qu'un navire (ex: plateforme offshore, pipeline, etc.)
<b>Coordination avec les plans locaux et de l'industrie</b>	
<b>Les plans locaux (port, terminaux, etc.) sont-ils référencés et intégrés dans le PNIU?</b>	Le PNIU s'articule avec les plans locaux et est déclenché pour un déversement supérieur à 10 tonnes de produits
<b>Les plans d'intervention d'urgence des installations de l'industrie pétrolière sont-ils référencés et intégrés dans le PNIU?</b>	L'articulation avec les plans d'intervention d'urgence des installations de l'industrie pétrolière est définie. Le relais de la mise en œuvre entre les plans d'urgence des installations pétrolières et le PNIU se fait lorsque l'ampleur de la pollution dépasse les 10 tonnes
<b>Implication des communautés locales</b>	
<b>L'implication des communautés locales en cas de déversement d'hydrocarbures et lors d'exercices est-elle prévue ?</b>	Les communautés locales sont impliquées en cas de déversement d'hydrocarbures et lors d'exercices prévus
<b>Suivi et archivage ; indemnisation</b>	
<b>Y-a-t-il un système de suivi des opérations et d'archivage des documents afin de conserver les preuves ?</b>	Oui, il existe un système de suivi des opérations (Via une plateforme d'échange POLLUMAR créée à cet effet) ainsi que pour l'archivage des documents afin de conserver les preuves
<b>Indemnisation et procédures de demande d'indemnisation définies et intégrées?</b>	Une procédure existe

### 3. Composants du Plan national d'intervention d'urgence

Politique d'utilisation des dispersants	
<b>Statut de la politique sur l'utilisation des dispersants</b>	Un projet de texte portant politique de dispersion est disponible et en cours de validation
<b>L'utilisation des dispersants est considérée comme (première/deuxième/dernière option/pas une option).</b>	Première option
<b>Indiquer le nom de l'acte administratif régissant la politique d'utilisation de dispersants.</b>	En cours de validation. Il s'agit du Projet d'arrêté interministériel portant définition de la politique nationale d'utilisation des dispersants dans le cadre de la lutte contre la pollution marine par hydrocarbures dans les eaux maritimes de la Côte d'Ivoire
<b>Existe-t-il une liste de dispersants approuvés ? Si oui est-elle publique ?</b>	La liste des dispersants approuvés par le CEDRE est recommandée en Côte d'Ivoire.
<b>Existe-t-il une procédure d'approbation ? Si oui quelle autorité en est responsable?</b>	Oui une procédure existe, l'autorité responsable de suivi est le CIAPOL

<b>Cette même autorité est-elle responsable de l'autorisation d'utilisation des dispersants en situation d'urgence?</b>	Oui, c'est le CIAPOL
<b>Est-ce que la politique sur l'utilisation de dispersants est prise en compte dans le PNIU?</b>	Oui
<b>Quelles sont les limites géographique et bathymétrique pour l'utilisation des dispersants?</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Au-delà de [5 m] de profondeur et [0.5 N] de distance à la côte pour une pollution ([&lt;10t] de pétrole)</li> <li>- Au-delà de [10 m] de profondeur et [1. N] de distance à la côte pour une pollution ([&lt;100t] de pétrole)</li> <li>- Au-delà de [20 m] de profondeur et [2.5. N] de distance à la côte pour une pollution [&gt;100t] de pétrole)</li> </ul>



<b>Existe-t-il des stocks de dispersants?</b>	Oui	
<b>Emplacement des sites de stockage</b>	Les dispersants sont stocker au sein des entreprises pétrolière et au sein de l'entrepot au CIAPOL	
<b>Nom</b> Dispersants concentrés de 3 <sup>ème</sup> génération - FINASOL OSD 52-IBC	<b>Propriétaire</b> CIAPOL	<b>Volume</b> 20 m <sup>3</sup>
<b>Cartographie de sensibilités et évaluation des risques</b>		
<i>Cartes de sensibilité</i>		
<b>Statut des cartes de sensibilité</b>	Finalisé et existe	
<b>Groupe de travail / Comité en charge</b>	Comité Interministériel de Lutte (CIL)	
<b>Est-ce que les cartes de sensibilité sont prises en compte dans le PNIU ?</b>	oui	
<b>Date de validation et de dernière mise à jour</b>	06 / 09 / 2017	
<b>Est-ce que la carte couvre l'intégralité du littoral ?</b>	oui	
<b>Les cartes de sensibilité sont-elles accessibles au public ?</b>	oui	
<b>Sur quel support les cartes de sensibilité sont elles disponibles ? Papier ou électronique ?</b>	- Papier et Electronique	
<i>Evaluation des risques</i>		
<b>Le plan inclut-il des modèles de dérive ?</b>	oui	
<b>Est-ce que le PNIU prend en compte la surveillance aérienne en cas d'incident (radar, satellite, aéronef, hélicoptère, etc.) ?</b>	oui	
<b>Le plan inclut-il un inventaire des risques et des scénarii de déversements ?</b>	non	

La méthode d'analyse des avantages environnementaux nets (NEBA) est-elle inscrite dans le PNIU ?	oui
<b>Plan d'évaluation et de réponse en milieu littoral</b>	
Statut du plan de réponse en milieu littoral	Plan de réponse en milieu littoral intégré au PNIU
Quelle est l'autorité en charge de la réponse en milieu littoral?	CIAPOL
Date de validation et de dernière mise à jour	2015
Est-ce que le plan de réponse en milieu littoral fait partie du PNIU ?	oui
Est-ce que le plan de réponse en milieu littoral intègre la stratégie d'évaluation et de nettoyage du littoral ( <i>Shoreline Cleanup and Assessment Technique</i> (SCAT) en anglais) ?	oui partiellement
Est-ce que les bénévoles peuvent prendre part à la réponse en milieu littoral ? Si oui, un plan de gestion des bénévoles est-il prévu en cas de déversement d'hydrocarbure ?	oui, une procédure de gestion des bénévoles existe
<b>Plan de gestion des déchets souillés par les hydrocarbures</b>	
Statut du plan de gestion des déchets	Plan de gestion des déchets intégré dans le PNIU
Groupe de travail / Comité en charge	Cellule de crise
Date de validation et de dernière mise à jour	2015
Est-ce que le plan de gestion des déchets fait partie du PNIU ?	Oui
Le plan de gestion des déchets prend-t-il en compte le transport, le stockage temporaire et l'élimination finale des déchets ?	Oui

<b>Les déchets souillés sont-ils considérés comme des déchets dangereux dans la législation nationale ?</b>	Oui
<b>Quels sont les lois et règlements qui régissent la gestion des déchets au niveau national?</b>	Loi n° 2023-900 du 23 novembre 2023 portant Code de l'Environnement Décret n° 97- 678 du 3 décembre 1997 portant protection de l'Environnement marin et lagunaire contre la pollution Loi n°88-651 du 7 juillet 1998 portant protection de la santé publique et de l'environnement contre les effets des déchets industriels toxiques et nucléaires et des substances nocives Loi n°2023-902 du 23 novembre 2023 portant code de l'eau Loi n° 2016- 886 du 8 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire
<b>Plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée</b>	
<b>Statut du plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée</b>	Aucune structure de soins à la faune sauvage souillée par les hydrocarbures n'existe à l'heure actuelle en Côte d'Ivoire. La plus facile à adapter est le ZOO national d'Abidjan. En cas de pollution marine, littorale ou lagunaire, des points de collecte de la faune sauvage souillée seront mis en place à différents endroits de la côte. Les animaux ainsi récupérés seront triés. Le transfert vers Abidjan sera effectué par du personnel de l'OIPR (Office Ivoirien des Parcs et Réserves). Un centre de soins à la faune sauvage sera mis en place au zoo d'Abidjan. Sous l'égide du MINEDDTE, il sera dirigé par un représentant de l'OIPR,
<b>Groupe de travail / Comité en charge</b>	Cellule de crise
<b>Date de validation et de dernière mise à jour</b>	RAS
<b>Est-ce que le plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée fait partie du PNIU ?</b>	Oui
<b>Existe-t-il des organismes nationaux travaillant sur la question ? Si oui, lesquels ?</b>	Non , mais certaine structures spécialisées peuvent jouer ce role. Il s'agit de Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR), du ZOO national d'Abidjan et d'ONGs locales de sauvegarde de la faune sauvage
<b>Existe-t-il des accords de coopération avec des structures spécialisées à l'international ?</b>	Non

Politique de brûlage <i>in-situ</i>	
Statut de la politique de brûlage <i>in-situ</i>	Le brûlage est interdit en Côte d'Ivoire par la Loi n° 2023-900 du 23 novembre 2023 portant Code de l'Environnement
Groupe de travail / Comité en charge	RAS
Date de validation et de dernière mise à jour	RAS
Est-ce que la politique de brûlage <i>in situ</i> fait partie du PNIU ?	Non
Quelle est la procédure d'autorisation en cas d'incident ?	RAS
Autres éléments techniques	
Est-ce que le PNIU couvre la préparation et la lutte en cas de déversements de substances nocives et potentiellement dangereuses (SNPD) ?	oui

### *III. Equipement de lutte, formations/exercices et coopération internationale*

#### 1. Coopération transfrontalière et assistance internationale

Accords régionaux	
Quels sont les mécanismes de coopération de lutte au niveau bilatéral et/ou sous régional qui sont intégrés dans le PNIU ?	Convention d'Abidjan

Est-ce que des exercices transfrontaliers sont organisés régulièrement ? Si oui, selon quelle fréquence ?	Non
Indiquez la date du dernier exercice transfrontalier	RAS
<b>Circulation transfrontalière d'expertise et d'équipement</b>	
Existe-t-il des procédures douanières et d'immigration spécifiques pour faciliter l'importation de matériel et/ou d'expertise ?	Des procédures sont mises en place par les services douaniers et de police judiciaire pour accélérer la mobilisation en cas de situation d'urgence : dédouanement d'urgence / procédure d'immigration accélérée,
Si oui, quelle est la procédure à suivre ?	RAS
<b>Mécanismes d'assistance</b>	
Est-ce que votre pays est engagé dans une coopération avec des projets/institutions visant à améliorer la capacité de préparation à la lutte et lutte ? Si oui, lesquels ?	Non
Y-a-t-il une assistance mutuelle entre le gouvernement et l'industrie prévoyant des échanges de matériel de lutte ?	oui
Des mécanismes de mobilisation et d'accès à l'assistance internationale publique comme privé sont-ils en place ?	Oui

## 2. Formations et exercices

Formation du personnel	
<i>Formations</i>	
Est-ce que le pays organise des formations internes du personnel à tous les niveaux (répondant aux besoins du pays et basé sur les standards internationaux) ?	Oui, annuellement
<i>Exercices</i>	
Est-ce que le pays organise des exercices nationaux (impliquant les acteurs locaux et le secteur privé) au moins une fois par an?	Oui, un Exercice annuel du plan POLLUMAR est organisé
Éducation	
Une coopération avec les universités pour former les futurs experts dans les domaines de la gestion environnementale et de la	Oui
gestion des risques industriels et environnementaux est-elle en place ou envisagée ?	Oui

### 3. Equipement et ressources nationales

Equipement de lutte	
<b>Le gouvernement :</b>  <b>Ministère de l'environnement, du développement durable et de la transition écologique</b> <b>Centre Ivoirien Antipollution</b> <b>Marine Nationale</b> <b>Armée de l'air</b> <b>Gendarmerie Nationale</b> <b>Police Nationale</b> <b>ONPC</b> <b>GSPM</b> <b>SAMU</b> <b>DGAMP</b> <b>SODEXAM</b> <b>CRO</b> <b>OIPR</b> <b>AGERROUTE</b> <b>DGH</b> <b>BNETD</b> <b>CURAT</b>	<b>Le secteur privé :</b>  <b>SIR</b> <b>PETROCI</b> <b>PAA</b> <b>PASP</b> <b>IRES</b> <b>CARENA</b> <b>CNR International</b>
<b>Centre de stockage et maintenance du matériel de lutte</b>	Au sein de chaque structure et au CIAPOL
<b>Acquisition du matériel de lutte par le gouvernement en phase de planification</b>	oui
<b>Inventaires du matériel de lutte public et privé (annexé au PNIU)</b>	Disponible
<b>Procédure de mise à disposition temporaire du matériel de lutte positionné par l'industrie en cas d'incident</b>	Cela se fait suivant des arrêtés de requisition

Centre de crise (salles de communication et de réunion)	Non, inexistence de salle de crise nationale
Centre de ressources, de formation et de documentation pour la préparation à la lutte et pour la gestion de la lutte contre les pollutions par hydrocarbures	non , inexistence de centre de formation
<b>Capacités d'intervention</b>	
Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures TIER 1 <sup>1</sup> ?	oui
Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures TIER 2 ?	Non
Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures TIER 3 ?	Non

---

<sup>1</sup> La définition des tiers 1, 2, 3 varie en fonction des pays.



#### 4. Communication

Communication avec les médias et le public	
<b>Des procédures standardisées de communication avec les médias lors d'exercices et de crises réelles sont-elles en place ?</b>	Dès les premières heures après l'accident, une Cellule d'information et de liaison sera mise en place Un projet de procedure en cours d'élaboration
<b>Un programme de formation aux meilleures pratiques et stratégies à utiliser lors de leurs communications avec les médias est-il en place pour les décideurs et les parties impliquées dans la lutte ?</b>	Oui, cela se fait lors des exercices annuels